



EVALUATION EXTERNE A MI-PARCOURS DU
PROGRAMME DE RESILIENCE ECONOMIQUE ET
SOCIALE DES POPULATIONS DE L'EST FACE AUX
CONFLITS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU
TCHAD (RESPECCT)

Résumé Exécutif



Cofinancé par
l'Union européenne

Résumé exécutif

Contexte du programme et approche méthodologie de l'évaluation

Le programme Résilience Économique et Sociale des Populations de l'Est face aux Conflits et au Changement Climatique au Tchad (RESPECCT) s'inscrit dans un contexte régional marqué par une crise multidimensionnelle profonde. Depuis avril 2023, la reprise du conflit au Soudan a provoqué un afflux massif de réfugiés dans les provinces de l'Est dont le Ouaddaï, le Sila et le Wadi Fira, accentuant une pression déjà forte sur les ressources naturelles, les services sociaux et la cohésion communautaire. Cette crise s'ajoute à des vulnérabilités structurelles anciennes liées à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire chronique et aux effets du changement climatique. Dans ce contexte, le programme, mis en œuvre depuis février 2023 par un consortium d'ONG internationales et nationales, vise à articuler aide humanitaire, relèvement économique et consolidation de la paix selon une approche Nexus.

L'évaluation externe à mi-parcours analyse la performance du programme à travers les critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience et impact, tout en intégrant une lecture transversale des enjeux de genre, de gouvernance locale et de sensibilité aux conflits, etc. Elle repose sur une méthodologie mixte combinant analyse documentaire, enquêtes quantitatives auprès des ménages, entretiens individuels et discussions de groupe menés dans les trois provinces d'intervention. La triangulation des sources a permis d'apprécier de manière nuancée les progrès réalisés, les limites observées et les dynamiques en cours.

Performance du programme à mi-parcours

Sur le plan de la pertinence, le programme apparaît fortement aligné avec les besoins des populations hôtes, réfugiées et retournées. Les priorités identifiées par les communautés (accès aux moyens de subsistance, sécurité alimentaire, cohésion sociale et prévention des tensions) correspondent étroitement aux axes d'intervention retenus. La crise soudanaise de 2023 a profondément modifié le contexte depuis la conception du programme, mais celui-ci a démontré une capacité d'adaptation notable. En particulier, RESPECCT joue un rôle central dans les zones hors camps, moins couvertes par l'aide humanitaire classique, en contribuant à absorber les chocs liés aux nouveaux arrivants et à limiter les tensions locales. L'approche Nexus apparaît ainsi pertinente pour répondre à l'imbrication des vulnérabilités humanitaires, économiques et sociales, alors que RESPECCT se chargera de la construction de certaines infrastructures de services de base, certains besoins structurels dépassent le périmètre du programme.

La cohérence du programme est globalement satisfaisante. Elle se manifeste d'abord à travers la complémentarité des rôles entre les membres du consortium. Cette répartition des responsabilités favorise une articulation fonctionnelle entre assistance, relèvement et paix. La cohérence externe est également assurée par l'alignement du programme avec les priorités nationales et les cadres stratégiques liés à la résilience, à la décentralisation et à la gestion des conflits. Les services déconcentrés de l'État participent aux dispositifs de concertation et au suivi technique, même si la régularité des échanges et la formalisation de cette coordination pourraient être renforcées. Au niveau communautaire, les comités locaux jouent un rôle clé dans la remontée d'informations, la mobilisation et la médiation, contribuant à ancrer le programme dans les dynamiques locales.

L'analyse de l'efficacité montre des résultats contrastés à mi-parcours. Le volet assistance monétaire constitue la composante la plus avancée et la plus visible : près de 9 000 ménages

ont été atteints à travers plusieurs cycles de transferts, avec des effets tangibles sur la réduction des stratégies négatives de survie et la stabilisation temporaire de la consommation alimentaire. Les données quantitatives indiquent une amélioration modérée des scores de consommation et de diversité alimentaire. En revanche, les composantes structurelles (AGR, formations professionnelles, actions environnementales et activités de cohésion sociale) ont connu des retards importants liés à des contraintes administratives, sécuritaires et organisationnelles, ainsi qu'à l'impact de la crise soudanaise. Ces retards ont freiné la logique séquentielle du Nexus et limité la capacité du programme à produire des effets durables à ce stade. Les dynamiques positives observées (AVEC fonctionnelles, premières améliorations des relations communautaires, participation accrue des femmes) restent encore fragiles et inégalement réparties selon les zones.

S'agissant de l'efficience, le programme présente un contraste marqué entre une bonne maîtrise des procédures financières et une exécution opérationnelle ralentie. Le taux de consommation budgétaire reste faible à mi-parcours (26% du budget global), reflétant davantage des retards de mise en œuvre que des inefficiences financières. Le volet cash illustre toutefois une utilisation efficiente des ressources : les frais de transfert sont contenus autour de 5 % et le montant du transfert a été ajusté de 42 000 à 48 000 FCFA afin de tenir compte de l'inflation. Les mécanismes de suivi, de redevabilité et de contrôle sont fonctionnels, et les audits ne relèvent pas d'irrégularités majeures. Néanmoins, l'absence de synchronisation entre les différentes composantes (cash, AGR, cohésion sociale) limite le rendement global des investissements. Les coûts engagés pour les études, diagnostics et outils techniques sont pertinents mais leur valeur ajoutée dépendra de leur traduction effective en activités opérationnelles dans la phase suivante.

En matière d'impact, les effets observés à ce stade sont principalement émergents. Le programme contribue à atténuer les vulnérabilités immédiates, notamment par la stabilisation de la consommation alimentaire et par un soutien partiel aux moyens d'existence. Les AVEC constituent un levier important d'autonomisation économique, en particulier pour les femmes, même si leur potentiel reste conditionné au déploiement effectif des AGR. Sur le plan social, des signes encourageants apparaissent en matière de cohésion et de coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes, notamment à travers les espaces collectifs et les mécanismes de dialogue soutenus par le programme. Les effets sur les normes de genre et la prévention des conflits restent toutefois embryonnaires et nécessitent un approfondissement des actions prévues. L'analyse comparative avec les anciens bénéficiaires du programme DIZA-Est suggère que les impacts durables sont atteignables, mais qu'ils requièrent du temps, une continuité d'intervention et une articulation plus forte entre les différentes composantes.

Les questions transversales sont globalement intégrées dans la conception du programme, mais leur traduction opérationnelle demeure inégale à mi-parcours. L'approche sensible aux conflits constitue un acquis important, notamment à travers les analyses produites et les premiers mécanismes de dialogue communautaire, qui contribuent à prévenir les tensions entre populations hôtes, réfugiées et retournées, sans toutefois être encore pleinement déployés sur le terrain. L'intégration du genre est visible dans le ciblage et la forte participation des femmes, avec des effets émergents sur leur autonomie économique et leur capacité de prise de parole, mais les changements de normes sociales restent limités faute d'actions transformationnelles systématiques. Les enjeux environnementaux et climatiques sont bien identifiés dans la stratégie du programme, mais leur opérationnalisation reste partielle, en raison du démarrage tardif des activités et du lien encore faible entre systèmes d'alerte et

décisions opérationnelles. Enfin, les mécanismes de redevabilité et de participation communautaire sont fonctionnels et globalement reconnus, bien que leur efficacité varie selon les zones et gagnerait à être davantage articulée avec les autorités locales. Dans l'ensemble, les dimensions transversales constituent un socle pertinent pour l'approche Nexus, mais leur plein potentiel dépendra d'une mise en œuvre plus cohérente et synchronisée au cours de la suite du programme.

En conclusion, l'évaluation à mi-parcours montre que RESPECCT est un programme pertinent, bien aligné avec les besoins et les priorités stratégiques dans un contexte particulièrement instable. Il dispose d'une architecture conceptuelle solide et d'un potentiel réel de transformation, notamment grâce à son approche Nexus. Toutefois, son efficacité et son efficience demeurent en deçà des ambitions initiales en raison de retards cumulatifs et d'une mise en œuvre encore incomplète des volets structurants. La période restante constitue une fenêtre décisive pour accélérer la mise en œuvre, renforcer l'articulation entre les piliers humanitaire, développement et paix, et consolider les acquis. Si cette dynamique de rattrapage se confirme, le programme pourra pleinement jouer son rôle de stabilisation et de renforcement durable de la résilience des populations de l'Est du Tchad.

Leçons apprises et bonnes pratiques

Leçons apprises

La mise en œuvre du programme confirme que les interventions à l'Est du Tchad doivent être pensées comme fondamentalement adaptatives, dans un contexte marqué par des chocs récurrents et imprévisibles. La crise soudanaise a montré que la capacité d'ajustement rapide est déterminante, et que les mécanismes de type *crisis modifier* gagnent à être intégrés de manière plus structurelle à la planification afin d'éviter des ruptures dans la mise en œuvre.

L'expérience montre que l'approche Nexus ne produit des effets que si ses différentes composantes avancent de manière synchronisée. Lorsque l'assistance monétaire, le relèvement économique et la cohésion sociale sont déployés de façon déséquilibrée, les impacts restent partiels et fragiles. À l'inverse, leur articulation progressive constitue un levier essentiel de stabilisation et de résilience.

Les structures communautaires apparaissent comme des relais indispensables pour la mobilisation, la redevabilité et la prévention des tensions. Leur efficacité dépend toutefois de la continuité de l'accompagnement et de leur articulation avec les services déconcentrés, sans quoi leur rôle reste limité ou inégal selon les zones.

La gestion des attentes des communautés constitue un enjeu central dans un contexte marqué par une forte présence humanitaire. L'introduction d'approches structurelles nécessite un effort constant de communication, de transparence et d'explication afin d'éviter incompréhensions et frustrations, et de maintenir la confiance autour du ciblage et des priorités du programme.

Enfin, les résultats déjà obtenus confirment que les approches techniques doivent être adaptées aux réalités écologiques et sociales locales. Les pratiques agroécologiques, par exemple, produisent des effets différenciés selon les zones et requièrent des accompagnements spécifiques, soulignant la nécessité d'une territorialisation fine des interventions.

Bonnes pratiques

Les AVEC constituent l'un des acquis les plus solides du programme, à la fois comme mécanisme d'autonomisation économique et comme espace de cohésion sociale. Leur appropriation rapide, leur fonctionnement régulier et leur capacité à perdurer au-delà de l'appui direct du projet en font un levier structurant pour la résilience communautaire.

Les mécanismes de redevabilité mis en place ont renforcé la transparence et contribué à prévenir les tensions liées au ciblage. Au-delà de leur fonction de contrôle, ils favorisent le dialogue, la confiance et la résolution pacifique des différends, ce qui renforce l'acceptabilité globale des interventions.

L'intégration progressive des dimensions genre, protection et cohésion sociale constitue une avancée importante. Les actions de sensibilisation ont favorisé une participation accrue des femmes et amorcé des évolutions dans les dynamiques intrafamiliales et communautaires, posant les bases de transformations sociales plus durables.

Les analyses de contexte, de conflits et les cadres méthodologiques développés représentent un capital stratégique majeur. Ils améliorent la compréhension des dynamiques locales et renforcent la qualité du pilotage, à condition d'être rapidement traduits en décisions opérationnelles et en actions concrètes.

La coordination au sein du consortium constitue un facteur clé de cohérence, en favorisant la complémentarité des expertises et l'alignement des interventions. Malgré les coûts de coordination, cette organisation renforce la lisibilité du programme et soutient une approche réellement intégrée du Nexus.

Enfin, l'ancrage communautaire et institutionnel renforce la durabilité des actions. L'implication progressive des autorités locales, des services techniques et des structures communautaires favorise l'appropriation, l'alignement avec les priorités publiques et la continuité des effets au-delà du cycle du projet.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous visent à lever les principaux blocages identifiés à mi-parcours et à accélérer la production de résultats, tout en consolidant la cohérence et la durabilité du programme :

1. Alléger les procédures administratives et de validation au niveau des bailleurs et du consortium afin de réduire les retards de mise en œuvre et sécuriser la séquence opérationnelle du Nexus ;
2. Renforcer l'ancrage institutionnel du programme par une implication formalisée des autorités locales et des services déconcentrés, afin d'améliorer la coordination, la continuité et la durabilité des actions ;
3. Structurer une communication communautaire proactive, fondée sur l'information régulière et les mécanismes de redevabilité, pour limiter les incompréhensions, gérer les attentes et renforcer la confiance des populations ;
4. Mettre en œuvre un plan d'accélération des composantes structurantes (AGR, chantiers environnementaux, cohésion sociale), avec un calendrier clair, des responsabilités définies et un suivi rapproché des avancées ;

5. Renforcer l'articulation entre AVEC, AGR et formations professionnelles, afin de maximiser les effets économiques et sociaux et de consolider les trajectoires de sortie de vulnérabilité ;
6. Étendre les activités de cohésion sociale et de prévention des conflits dans les zones les plus sensibles, notamment autour des enjeux fonciers, de transhumance et de cohabitation entre réfugiés et populations hôtes ;
7. Renforcer l'accompagnement technique des actions environnementales, en s'appuyant davantage sur les services déconcentrés et les échanges pratiques, pour favoriser l'adoption durable des techniques agroécologiques ;
8. Valoriser et renforcer les mécanismes de redevabilité existants, en améliorant leur visibilité et le retour d'information aux communautés, afin de consolider la transparence et la confiance autour du programme.